46e Année. — N° 186
Le Numéro
15 CENTIMES
BUREAUX ET RÉDACTION : Roubaix, Grande-Rue, 71 — Tourcoing, rue Carnot, 33
Abonnem. 3 m. 6 mois 1 an
Belgique, Nord et limitrop. 12.00 22.00 46.00
France 13.00 24.00 46.00
Union post. 16.00 31.20 62.40

OUBLIER, C'EST TRAHIR — SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

46e Année. — N° 186
DIMANCHE 4 JUILLET 1920
Les ANNONCES et les ABONNEMENTS sont reçus 71, Grande-Rue, Roubaix — 33, rue Carnot, Tourcoing

Les décisions de la Conférence de Bruxelles pour le relèvement des ruines de guerre

Economies nécessaires

Il n'est pas une femme des pays envahis riche ou pauvre, qui ne se soit donné, au cours de l'occupation, la tâche ingrate de combiner, deux fois par jour, des semblants de repas. On manquait de tout et il fallait suppléer à tout! Que d'ingéniosité pour présenter, sur la table de famille, le plat destiné non à nous restaurer, mais à tromper la faim!

La pomme de terre était devenue un grand luxe, on s'en offrait, au jour de l'an, dans du papier de soie, comme on s'offrait, jadis, des marrons glacés.

La conversation se limitait aux recettes de cuisine, qui consistaient à faire du beurre avec un jaune d'œuf, des marrons glacés et du pâté de foie avec des haricots rouges, des gaufres avec un pain infect, de la crème au beurre sans beurre.

Le goût s'était déformé à manger de la cuisine truquée. Le morceau de viande était devenu si rare, qu'à son arrivée à Evian, un jeune enfant, touchant du doigt un quartier de bœuf suspendu à la porte d'une boucherie, s'écriait : Maman, maman, de la viande!! et de la vraie, Maman!

Il y aurait des volumes à écrire sur les restrictions qui furent imposées aux pauvres envahis. Le souvenir de ces tristes jours s'effacera, peu à peu, de leur mémoire, mais il est des enseignements utiles qu'aucune Française n'a le droit d'oublier!

Nous avons souffert du manque de tout, nous souffrons aujourd'hui de la cherté de tout.

Les femmes sont les meilleures économistes du monde, avec leur concours on pourrait résoudre les problèmes les plus ardus. Il suffit de s'adresser à leur cœur, d'éveiller leur conscience.

A toute heure du jour, nous touchons au domaine économique. C'est nous qui faisons, par nos achats, par notre sagesse ou notre légèreté, la hausse ou la baisse d'une marchandise.

Le gouvernement est aux prises avec les difficultés de notre ravitaillement en blé. La récolte s'annonce superbe: grâce à la ténacité, au courage, à l'initiative du paysan français, des milliers d'hectares déchiquetés par la mitraille, ont été ensemencés cette année. La moisson est proche; nous savons cependant qu'il faudra nous adresser à l'Amérique pour faire la soudure l'an prochain. Notre change est désastreux, cent francs français valent, en Amérique, 42 fr. 80.

On nous dit que bientôt nous paierons le pain 1 fr. 30 le kilog. Si chacun de nous le voulait, le gouvernement n'aurait guère d'achats de blé à faire en Amérique, et quelle économie pour le pays!

Toutes, nous avons coopéré, par nos sacrifices et nos souffrances, à la victoire française; le pays, épuisé par quatre années de guerre, ne peut se relever sans notre concours, accordons-le-lui généreusement.

Sans nous priver aucunement, nous pouvons veiller à l'économie sous toutes les formes. En ce moment, comme pendant la guerre, un morceau de pain perdu est une faute contre la Patrie; tout gaspillage retarde notre relèvement. Gardons les habitudes d'économie contractées pendant l'occupation.

A table, au lieu de briser le pain, coupons-le au couteau, le morceau qui restera pourra ainsi reparaître sur la table au repas suivant. Habituons les enfants à respecter le pain. Servons des pommes de terre à l'eau à chacun de nos repas, nous en mangerons moins.

Que notre économie ne se limite pas au pain, qu'elle s'étende à tout.

Pendant ces années terribles, nous avons appris à éplucher finement les pommes de terre, à les cuire à la pelure, pour les faire rissoler après en avoir enlevé délicatement la peau. Nous avons appris aussi que la compote est meilleure et plus rosée quand les pommes sont cuites avec leur pelure.

Aucune de nous ne jetait le vert du poireau ou de la salade, tout était utilisé. Continuons. Ces petites économies répétées au long d'un jour, auront une répercussion sur notre budget. Le même geste accompli par des milliers de femmes, aidera puissamment au relèvement de la France, à la stabilité de son équilibre économique.

Il n'est pas une femme qui, ayant compris ce qu'il y a de grand dans les plus humbles devoirs, ne les accomplisse avec tout son cœur, pour l'amour et la grandeur de cette France bien-aimée pour qui ses enfants sont morts.

Mme REBOUX.

INFORMATIONS

ON RETROUVE LES CADAVRES DE DIX-NEUF HABITANTS D'ETAIN FUSILLÉS PAR LES ALLEMANDS

Verdun, 3 juillet. — On vient de retrouver, à Etain (Meuse), les corps de dix-neuf malheureux habitants fusillés et jetés pêle-mêle dans une fosse par les Allemands. Les autorités militaires allemandes les avaient fait fusiller comme espions après un simulacre de jugement. L'exhumation des corps aura lieu le 6 juillet prochain.

LA LÉGION D'HONNEUR A NOYON

Le 11 juillet prochain, le ministre de la Guerre, M. André Lefèvre, et le maréchal Pétain, partant de Paris le matin, s'arrêteront à Senlis et à Crépy-en-Valois, qui recevront l'une et l'autre les insignes de la Croix de guerre. On sera dans l'après-midi le tour de Compiègne, qui se verra attribuer la même distinction, puis Noyon, à laquelle le gouvernement a décidé d'attribuer la Croix de la Légion d'honneur. La cérémonie se terminera par une visite à Lassigny.

L'ÉTAT DE SANTÉ DU PAPE

Rome, 3 juillet. — Le Pape souffre de douleurs au bras. Les médecins ont pratiqué au Souverain Pontife des piqûres qui l'ont soulagé. Pas d'inquiétude.

LES NOUVEAUX IMPOTS

On rembourse les places de boxe

Paris, 3 juillet. — Hier soir devait avoir lieu une soirée de boxe. Avant que le premier match commençât, le contrôleur de l'Assistance publique se présenta et réclama, en application des nouvelles lois, 25 p. c. des recettes pour le droit des pauvres, 25 p. c. pour la taxe de l'Etat et une même taxe sur les invitations gratuites au prix fort.

En présence de ce fait, les organisateurs constatèrent que ce qui resterait de la recette ne leur permettrait pas de couvrir les frais de location de la salle, les cachets des boxeurs et le salaire du personnel. Le public a été remboursé et la séance de boxe n'a pas eu lieu.

CHOSES & AUTRES

Un journaliste en perspective.

On a dit et répété du journalisme qu'il conduisait à tout à condition d'en sortir.

On pourrait dire de la présidence de la République qu'elle conduit fatalement au journalisme.

Après notre nouveau confrère Raymond Poincaré, voici qu'on nous en annonce un autre : le président Wilson.

Des journaux américains l'ont déjà pressenti comme collaborateur.

On lui offre — nous sommes en Amérique — des appointements formidables, de 50.000 à 100.000 dollars par an. Vous connaissez le cours du dollar.

Le président a formulé ses réserves :

— Je ne veux pas faire de reportage, a-t-il déclaré, non sans quelque humour, à mon âge je ne suis pas assez ingambe pour cela.

On trouvera bien, n'en doutons pas, à l'utiliser quand même.

***

Agapes royales.

Une grande cordialité régna à ce déjeuner qu'avait offert le maréchal Foch à la reine de Roumanie, dans l'hôtel du faubourg Saint-Honoré.

Toute étiquette en avait été bannie.

Au dessert, la souveraine eut un mot particulièrement aimable pour son hôte :

— Vous êtes, lui dit-elle, deux fois maréchal. En France et en Angleterre. S'il ne tenait qu'à moi, vous le seriez trois fois. Mais nous n'avons pas de maréchaux en Roumanie. Nous n'avons que des admirateurs de votre personne.

Et le double maréchal Foch but à la Roumanie et à son aimable reine.

***

Pensées d'une femme :

« L'orgueil qui est aveugle trouve son châtiment dans les ténèbres où il s'égare. »

« En Allemagne, il n'y a jamais eu d'élégance, il n'y a eu que du cérémonial. »

« Il est toujours imprudent de trop escompter de la naïveté de ceux que l'on veut duper. »

PRÉCISIONS SUR LE BUT SYNDICAL

Le but poursuivi par les organisateurs sérieux de la classe ouvrière en syndicats est très clair : constituer en face du patronat une force, tout à la fois sage et puissante, pour pouvoir traiter équitablement avec lui et conclure des contrats de travail basés sur la Justice. Les deux parties discutent ainsi d'égale à égale, confrontent leurs exigences, finissent par s'entendre, puis signent le contrat. Celui-ci, dès lors, a toutes les chances d'être juste, puisque les deux contractants, étant d'égale force, n'ont subi ni pression, ni violence. En toute vérité, c'est la classe ouvrière organisée en syndicats qui moralise le salariat, puisque c'est cette organisation syndicale qui supprime l'isolement ouvrier, source inévitable de pression et de violence.

Universaliser ces organisations syndicales, conditions normalement nécessaires de la Justice, les éclairer par les enseignements de la Religion, les fortifier par les énergies morales qu'elle tient en réserve, voilà le « but fondamental » que poursuivent les ouvriers chrétiens.

Vivant sous le régime du contrat forfaitaire appelé salariat, régime qui a, comme toutes les choses humaines, ses inconvénients et ses avantages, leur but essentiel est de rendre ce régime honnête, juste et équitable au moyen des syndicats. Cela est bien clair, bien net, bien franc et bien loyal.

***

Seulement, il est évident que les ouvriers chrétiens qui déclarent poursuivre ce but essentiel et fondamental, ne sont pas pour cela des sourds et des aveugles : sourds à tous les problèmes soulevés bruyamment autour d'eux; aveugles devant les évolutions, les perfectionnements, les transformations de l'état social ou économique du monde ou de leur pays.

Ils écoutent et ils voient clair, tout comme les autres, et quand ils étudient ces problèmes nouveaux, ils n'abandonnent pas pour cela leur but essentiel, celui qu'ils ont proclamé et qu'ils proclament sans cesse être le leur.

Ils ne sont, ni des parias dans leur pays, ni des domestiques dans leur profession, ils ont le droit, comme tout Français, de lire, de parler, de discuter, d'exprimer leur avis sur toutes les questions qui peuvent intéresser leur présent ou leur avenir.

Or, oui ou non, y a-t-il aujourd'hui un seul journal tant soit peu renseigné, qui ne parle de participation à la gestion, aux bénéfices, à la propriété. Bien plus, la législature actuelle s'apprête à discuter de vastes projets de perfectionnement du salariat dans les entreprises publiques ou privées. On ne peut donc dire aux ouvriers chrétiens : Fermez les yeux, bouchez-vous les oreilles et taisez-vous! Vous êtes des travailleurs de second ordre! Serait-ce assez ridicule?

***

Résumons-nous donc.

Les ouvriers chrétiens ont un but essentiel, fondamental, nécessaire : l'organisation syndicale de la classe ouvrière pour rendre juste le salariat actuel et le contrat de travail qui est à sa base. Mais, en même temps, ils ont le droit de collaborer avec les hommes de leur temps et d'étudier les améliorations plus ou moins prochaines que beaucoup cherchent, ou à scruter, ou à réaliser. Ils peuvent même rêver, si cela leur plaît, à l'avenir lointain que d'aucuns regardent comme possible, et où le capital et le travail seront, en certaines régions ou en certaines industries, réunis dans les mêmes mains, pourvu que ces visions d'avenir ne les détournent pas du but immédiat et nécessaire qui est la raison fondamentale de leur action.

Nous avons tenu à dire ces quelques mots qui couperont court, nous l'espérons, à tout malentendu. Nous avons autre chose à faire que de perdre notre temps en des discussions byzantines. Nous avons à organiser la classe ouvrière pour rendre possible la Justice dans le monde du travail et ramener l'ordre et la paix, et dans la société professionnelle et dans la société française.

L'Ami.

LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU A ANNAPPES

Le général de Castelnau a assisté, jeudi, à Annappes, au mariage de l'un de ses fils, le capitaine Jean de Castelnau, avec Mlle Madeleine Descamps.

Notre photogravure représente l'illustre chef au milieu des enfants : « Le Passé et l'Avenir », a dit le Général.

LE GÉNÉRAL DE CASTELNAU A ANNAPPES
« Le Présent et l'Avenir ». — Le capitaine de Castelnau et sa jeune épouse à la sortie de l'église

LA CONFERENCE DE BRUXELLES

LES DÉCISIONS PRISES

Une note va être remise à la délégation allemande

Bruxelles, 3 juillet. — Après avoir pris connaissance de l'exposé des experts militaires, navals et aéronautiques, la Conférence interalliée a arrêté les termes d'une note devant être remise à la délégation allemande à Spa, concernant les inexécutions du traité.

L'envoyé spécial de l' « Agence Havas » croit savoir que cette note insistera sur la nécessité de la livraison du matériel de guerre non encore livré, réclamera l'application de la loi abolissant le service obligatoire en Allemagne, prévoira des paliers successifs pour la réduction de l'armée allemande à 100.000 hommes, réduction impossible à effectuer pour le 10 juillet, et précisera que les effectifs définitifs devront être répartis sur des nouvelles bases, de manière à ne pouvoir former subitement des cadres d'une armée plus importante.

Relativement à la question des réparations, discutée entre les chefs des délégations alliées, le comte Sforza a exprimé son ardent désir de maintenir la bonne entente entre les Alliés, et il a fait remarquer que l'Italie, en raison de ses frais, ne pouvait pas réduire ses prétentions au-dessous d'un certain taux.

Les délégués belges, craignant de voir le pourcentage de leur pays réduit, ont montré une vive émotion.

La Conférence reprendra la question aujourd'hui et s'efforcera de trouver un système de conciliation, de tous les points de vue. Les milieux français considèrent comme certain que la Conférence examinera aussi la collaboration militaire des Alliés, demandée par la Pologne et au sujet de laquelle le maréchal Foch présentera un rapport.

Le compromis pour la répartition de l'indemnité

Au cours de la conférence de l'après-midi de vendredi, M. Lloyd George, très conciliant, a montré ses qualités habituelles d'ingéniosité et d'esprit inventif.

M. Millerand fut tenace et objectif, avec le désir de tenir compte des desiderata justifiés. Finalement l'entente a été réalisée et même sera constatée dans le document qui sera terminé aujourd'hui.

La France descend très peu au-dessous du pourcentage de 55 pour cent. La Belgique consent un petit sacrifice en faveur de l'Italie.

Selon l' « Echo de Paris », M. Lloyd George a suggéré le compromis suivant : la part de la France serait de 52 pour cent; la part anglaise de 22; sur les 26 restant, l'Italie recevrait 10, la Belgique 7 ou 8 et la Yougo-Slavie 4 ou 5, la Roumanie, le Portugal, et le Japon, se partageraient le reste.

Le projet financier

Selon le « Matin », concernant le projet financier, les directives adoptées à Boulogne ont été modifiées. L'Allemagne devra payer pendant 42 ans, une annuité de 3 milliards de marks or et recevra des secours immédiats en vue de permettre la reconstruction.

Le projet élaboré à Bruxelles permet la combinaison d'emprunts internationaux également profitables pour l'Allemagne. Il est dans l'intérêt de celle-ci de remplir ses engagements. La journée d'hier marquera une date décisive dans l'histoire du relèvement des ruines de la guerre et l'Allemagne partagera elle-même ces destinées.

Le montant de l'indemnité allemande

Londres, 3 juillet. — Certains journaux annoncent que les Alliés ont définitivement fixé à 120 milliards de marks or, le montant de l'indemnité allemande.

Le départ pour Spa

Bruxelles, 3 juillet. — Les délégations alliées quitteront Bruxelles dimanche après-midi pour se rendre à Spa.

Les Allemands seront trois cents

LEURS EXIGENCES

Spa, 3 juillet. — Le gouvernement allemand a fait savoir au Comité belge chargé de l'organisation de la Conférence, qu'il se fera représenter à Spa par 300 délégués.

D'après le « Lokal Anzeiger », le chancelier d'Empire Fehrenbach aurait déclaré qu'il se retirerait de la Conférence de Spa si l'Allemagne n'était pas placée sur un pied d'égalité avec les Alliés.

LE PROTECTORAT FRANÇAIS EN ORIENT

UNE PROTESTATION DE 1.800.000 FEMMES FRANÇAISES

La protestation suivante a été adressée aux députés, à propos de nos droits méconnus en Orient, par l'Angleterre :

Monsieur le Député,

1.800.000 femmes françaises vous adressent leur protestation patriotique contre le partage qui va être fait en Orient: jamais elles ne pardonneraient à l'Angleterre que nos droits séculaires soient ainsi méconnus et qu'elle s'attribue ce qui devait si justement nous revenir.

1.500.000 de nos enfants ne sont pas morts pour que la France victorieuse soit amoindrie par l'Angleterre qui devrait se souvenir qu'ils l'ont défendue en même temps que leur patrie.

Considérant qu'avant la guerre, en août 1914 la France était prépondérante en Orient par ses finances, ses travaux publics, ses établissements, ses protectorats;

Considérant que l'opinion publique, quand elle sera informée, ne permettra pas un pareil recul de notre pays, que ce recul amènerait un grave malentendu de peuple à peuple entre Français et Anglais.

Nous vous demandons de leur faire entendre notre cri d'indignation, et nous espérons que les discussions soulevées par le traité avec la Turquie vous fourniront l'occasion de réclamer la révision nécessaire de l'accord avec l'Angleterre.

Non seulement la Syrie tout entière, mais la Cilicie et surtout la Mésopotamie du nord avec Mossoul, région pétrolifère, doivent être comprises dans notre mandat.

La France doit conserver son protectorat séculaire.

Cette protestation est faite au nom des Associations suivantes bien décidées à n'apporter le concours de leur influence qu'à ceux qui défendront les vrais intérêts de la France :

« Patria » Union Française d'Acheteuses; L'Action Sociale de la Femme; La Commission d'Education Sociale civique de la Femme, comprenant vingt grandes Associations; L'Alliance Universitaire.

LA CRISE DU PAPIER

DES JOURNAUX DISPARAISSENT

Notre confrère parisien, « L'Ordre Public », annonce qu'il suspend sa publication.

Le « Nouvelliste de Bordeaux » prend la même décision.

Deux quotidiens de Lyon, la « Dépêche » et le « Rhône », fusionnent en un nouvel organe, qui prend le titre de « Sud-Est Républicain ».

Le « Mémorial des Pyrénées », journal quotidien, organe de droite, a suspendu sa publication, en raison de la cherté du papier. Avec lui disparaît le doyen des journaux de la région du sud-ouest. Le « Mémorial » paraissait depuis 117 ans.

L'INDÉPENDANCE DAY

Un message de M. Millerand

Londres, 3 juillet. — A l'occasion du jour de l'Indépendance américaine, le 4 juillet, le « Times » a reçu de M. Millerand le message suivant :

Le grand peuple qui offrit si généreusement ses fils héroïques, ses ressources illimitées et toute sa puissance à la cause de la civilisation et du droit, célèbre son indépendance; la démocratie française s'associe bien volontiers à la démocratie britannique pour rendre hommage à Washington, et à la démocratie américaine qui est née de la liberté.

Ne cessons pas de maintenir dans la paix l'union féconde qui sera la victoire des Alliés.

Un message du maréchal Foch aux Américains

Paris, 3 juillet. — Le maréchal Foch a adressé au président et aux membres de la légion américaine, un message dont nous extrayons les passages suivants :

Nous célébrons avec vous, en ce 4 juillet, l'anniversaire de votre indépendance.

Ce sera l'honneur de ma vie de soldat et de Français d'avoir eu, parmi les armées de la démocratie et de la liberté, votre magnifique armée, brillamment commandée, toujours prête à l'attaque, héroïque dans les heures graves.

Hier camarades de combat, soyons des frères et des amis fidèles dans les efforts pacifiques de demain, et pour cela quelle plus belle aide que celle de votre puissante association!

Nos orphelins de guerre, soutenus par vos femmes admirables, font fleurir la statue de Washington; nos soldats rendront les honneurs à vos drapeaux, où étincelleront à jamais les noms de Château-Thierry, de Saint-Mihiel, de Thiaucourt et de l'Argonne.

En leur nom, je salue vos drapeaux étoilés; aux glorieux morts de vos trois guerres, endormis dans la paix divine, j'adresse l'hommage respectueux et affectueux de l'ami sincère des Etats-Unis d'Amérique.

Ferdinand FOCH.

Ajoutons qu'à Paris, différentes fêtes célébreront « l'Indépendance Day ». Signalons le banquet organisé au Palais d'Orsay par la Chambre de Commerce américaine de Paris, auquel plusieurs membres du gouvernement français assisteront.

L'ALLIANCE MILITAIRE FRANCO-BELGE

Une interview du maréchal Foch

Bruxelles, 3 juillet. — Le maréchal Foch interviewé par la « Nation Belge » en ce qui concerne l'alliance belge, a déclaré :

Questionné sur le point de savoir si l'Angleterre ne « froncera pas le sourcil », le maréchal a déclaré :

Pourquoi l'Angleterre se fâcherait-elle? Les Anglais comprennent bien le mécanisme de l'assurance mutuelle. Nous prendre pour des impérialistes, nous prêter des desseins de conquêtes c'est faux; on peut être impérialiste dans certaines conditions, mais ces conditions annexionnistes n'existent plus chez nous; les peuples se gouvernent eux-mêmes et répugnent à la guerre même quand elle a donné la victoire.

Touchant la question de savoir si le traité d'alliance avec la France n'imposerait pas à la Belgique une durée exagérée du service militaire, le maréchal Foch déclare que ceux qui disent cela n'en savent pas plus que lui et qu'il ne sait pas lui-même combien il faut de temps pour former un soldat. Il a ensuite établi que le Rhin est la barrière contre le péril. Le Rhin est à considérer par ce qu'il y a au-delà : on doit toujours arrêter l'Allemagne sur le Rhin, sinon on ne l'arrête pas.

Evoquant le souvenir de la Grande Guerre, le maréchal déclare que la Marne est un tour de force qu'on ne demande pas deux fois; quant à moi, dit-il, je ne garantirais pas la réussite.

Le maréchal déclare encore que la Meuse est indéfendable.

Si nous n'étions pas sur le Rhin, dit-il, je n'aurais pas dormi tranquille une nuit depuis l'armistice. Raison de plus pour ...

alliance défensive, nos intérêts sont communs, que faut-il de plus pour nous convaincre. Nous sommes les plus faibles devant l'Allemagne; dépêchons-nous.

L'Allemagne est matée, ajoute le maréchal, et je vois que son peuple ne veut plus la guerre; cela n'empêche pas que 60 millions d'êtres humains qui y habitent restent 60 millions d'Allemands. C'est là le danger, nous pouvons leur briser leurs canons, ils en fabriqueront, ils referont des aéroplanes.

Les Albanais n'ont pas pris Vallona

Rome, 3 juillet. — « Excelsior » dit que la tranquillité n'a pas été troublée à Vallona. La ville n'a été l'objet d'aucune attaque de la part des insurgés albanais.

Ces nouvelles démentent que les insurgés albanais aient pris Vallona, comme il a été annoncé par un radio de source anglaise.

LE BUDGET DE 1920 A LA CHAMBRE

Discours du ministre de la Guerre sur les poudreries

On discute la loi de Finances

SÉANCE DU MATIN

Paris, 3 juillet. — La séance est ouverte à 9 h. 40, sous la présidence de M. Léon Bérard.

Le budget du service des poudres

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi du budget annexe du service des poudres.

M. Henri Paté fait connaître les relèvements de crédits que la Commission des Finances prévoit au chapitre de ce budget.

M. Charles Baron réclame l'autonomie du service des poudres et son industrialisation.

M. Balanant proteste contre l'abandon dans lequel sont laissées diverses poudreries. Il croit nettement que des poudreries pourraient fabriquer de la pâte à papier.

DECLARATIONS DU MINISTRE DE LA GUERRE

M. André Lefèvre. — Selon la belle expression du général Mangin, au moment de l'armistice, la France parut en effet jeter son épée plutôt que de la remettre au fourreau; mais depuis, on pense que la France pourrait avoir à se défendre, aussi ne songe-t-on plus à abandonner les poudreries; mais la France a, devant elle, des quantités suffisantes d'explosifs fabriqués. Je suis donc disposé à louer les locaux et les machines des poudreries dont je n'ai pas un besoin immédiat; je suis prêt à louer, si des locataires se présentent, les locaux pour la fabrication de la pâte à papier et même pour la fabrication du papier : le papier que nous achetons à l'étranger coûte très cher et pèse sur nos changes.

M. André Lefèvre ne veut pas suivre M. Baron dans ses reproches contre les grandes industries chimiques.

M. Loucheur insiste sur l'urgence de monter rapidement les usines de Toulouse pour la fabrication du sulfate d'ammoniaque afin que la France soit indépendante.

Les divers chapitres du budget du service des poudres sont adoptés.

La séance est levée à 12 h. 10.

Séance cet après-midi, à 15 h., discussion de la loi des finances.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Paris, 3 juillet. — La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Raoul Péret.

LES CONTRIBUTIONS INDIRECTES SUR LES PORTES ET FENÊTRES ET LA COTE PERSONNELLE AU PROFIT DES COMMUNES

La Chambre adopte par 482 voix contre 5 le projet de loi autorisant les départements et les communes à percevoir pour 1921 les contributions indirectes sur les portes et fenêtres et la côte personnelle mobilière.

LA LOI DE FINANCES

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de budget de 1920.

La Chambre aborde la discussion de la loi de finances.

L'article premier est réservé.

Le Gouvernement et la Commission acceptent un amendement de M. Bovier-Lapierre concernant le traitement des fonctionnaires dans certaines localités.

Cet amendement est adopté à mains levées.

La Chambre adopte sans débat les articles 2 à 34, et la suite du débat est renvoyée à lundi matin. La séance est levée à 19 h. 05.

LA VAGUE DE BAISSE

Une lettre d' « un autre consommateur »

Nous avons reçu la lettre suivante :

Voulez-vous me permettre de solliciter l'hospitalité de vos colonnes pour quelques réflexions relatives à la récente polémique entre M. Dames et un de vos lecteurs.

Il est évidemment très souhaitable de voir cesser le plus vite possible le marasme actuel des affaires dans toutes les branches, mais pour trouver un remède il faut remonter aux causes et, puisque la cause de ce marasme réside incontestablement dans la grève des consommateurs, fatigués de payer tout trop cher, et de plus en plus cher, il me semble plus logique de s'attacher à leur donner satisfaction que de chercher à leur prouver qu'ils ont tort de se plaindre. Or, ce n'est un secret pour personne que, par suite de la facilité que donnait la hausse continuelle des produits, tout ce qui touche au commerce, depuis le producteur jusqu'au détaillant, en passant par les intermédiaires, s'était habitué à prendre des bénéfices plutôt larges. Que tous ceux par les mains de qui passent les denrées et les marchandises rognent résolument sur cette part trop large de bénéfices et en reviennent aux conceptions commerciales d'avant-guerre, et le consommateur verra déjà s'affirmer de ce fait une baisse sensible qui sera pour lui un commencement de satisfaction et un encouragement à recommencer ses achats. Je ne crois pas que mon raisonnement soit faux, car dans une interview qui ne date que de quelques jours, un homme dont les paroles font certes autorité, M. Isaac, ministre du Commerce, disait ceci : « Le public s'étonne que le gouvernement ne prenne pas des mesures pour hâter la baisse, mais ceci doit être le fait des consommateurs; la pression doit venir d'en bas et non d'en haut. Pendant la guerre, on a pris l'habitude de payer n'importe quel prix les denrées et les marchandises. On ne « marchande » plus, selon l'expression des ménagères. Eh bien, nous sommes arrivés à un stade où le public qui doit se restreindre doit aussi se défendre en marchandant et en mettant ainsi les détaillants en concurrence ».

Voilà qui est clair et cette pression du public sur le détaillant et du détaillant sur son propre fournisseur, nous ferait vraisemblablement arriver à un résultat moins paradoxal que celui auquel nous assistons aujourd'hui, où nous voyons par exemple des baisses très importantes sur les grands marchés parisiens n'avoir absolument aucune répercussion sur les prix que nous payons, nous, malheureux consommateurs.

C'est pourquoi à la citation allemande à laquelle M. Dames nous renvoie, je préfère de beaucoup la finale du bel article de Mme Reboux dans votre numéro du 20 juin : « Le jour où chacun de nous se demandera s'il n'est pour rien dans ce problème angoissant de la vie chère qui pèse si lourdement sur le malheureux consommateur, nous serons bien près, non d'une baisse bien vague, mais d'une réelle vague de baisse ».

Recevez, etc...